

EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION
D'ETUDES ET D'INFORMATIONS
POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

REDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — PARIS 8°
Téléphone : EUROPE 47-08

La VIII^{ème} réunion plénière du C.C. du Parti Ouvrier Polonais Unifié

Varsovie 19-21 octobre 1956

L'ORGANE du Comité central du P.O.P.U. *Nowe Drogi* a publié, dans son n° 10 d'octobre 1956, en 250 pages, le compte rendu, pour une large partie, in extenso, des débats qui eurent lieu du 19 au 21 octobre, lors de la VIII^{ème} réunion plénière du Comité central du Parti. Cette publication est à peu près unique dans les annales du mouvement communiste mondial depuis vingt ans, ce qui lui confère déjà un intérêt particulier. Mais elle le doit surtout au fait que cette session se tint au plein de ce qu'on appelle « l'octobre polonais », et qu'elle en fut un des éléments essentiels. Faute de place, nous ne pouvons donner de ce document capital que de brefs extraits, ni les accompagner des notes explicatives habituelles. Il est vrai que le détail des événements demeure encore assez précis dans les mémoires.

L'arrivée de la délégation soviétique

19 octobre. Séance du matin. Edouard Ochab, premier secrétaire du Parti ouvrier polonais unifié, ouvre les débats.

Il déclare que « la situation qui s'est récemment créée au sein de la direction ne m'a pas permis de préparer à temps l'exposé sur les problèmes d'actualité » prévu à l'ordre du jour. Après avoir proposé la cooptation au Comité central des camarades Gomulka, Spychalski, Kliszko et Loga-Sowinski, il annonce l'arrivée à Varsovie de la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. (1). Aussi propose-t-il au Comité central d'admettre les quatre camarades et d'interrompre aussitôt les débats pour permettre au Bureau politique de rencontrer les délégués soviétiques.

LA CAMARADE JAWORSKA. — Pour quelle raison devons-nous ajourner les débats jusqu'à ce soir ?

LE CAMARADE OCHAB. — Parce qu'il est nécessaire d'entreprendre des conversations avec la délégation du Presidium du P.C. de l'U.R.S.S. qui se trouve à Varsovie.

LA CAMARADE JAWORSKA. — Quelle sera la composition du Bureau qui entreprendra ces conversations ?

LE CAMARADE OCHAB. — Nous proposons que le Bureau politique le fasse dans sa composition actuelle, avec la participation du camarade Gomulka qui est présenté au poste de premier secrétaire de notre Parti. Y a-t-il d'autres propositions en ce qui concerne l'ordre du jour ?

LA CAMARADE JAWORSKA. — Je propose de passer à l'élection du nouveau Bureau avant d'ajourner les délibérations.

LA CAMARADE TATAREK. — Je propose que nous nous excusions auprès des camarades du P.C. de l'U.R.S.S. et que nous continuions les débats, du moins en ce qui concerne les élections, comme l'a suggéré la camarade Jaworska. Et c'est le nouveau Bureau qui entamera les conversations.

Ochab soumet la proposition au vote : 61 voix pour, 2 contre et 3 abstentions.

KOWALCZYK réclame l'admission au Comité central de W. Komar, récemment réhabilité. La proposition est acceptée à l'unanimité.

LE CAMARADE GRANAS. — Peut-on savoir l'objet des entretiens du Bureau politique avec la délégation soviétique ?

LE CAMARADE OCHAB. — Les relations polono-soviétiques.

Le président procède au vote sur la proposition relative aux entretiens du Bureau politique avec la délégation, laquelle est acceptée à l'unanimité, et ajourne la séance jusqu'à 18 heures.

Telle est la façon dont le compte rendu de *Nowe Drogi* présente cette séance. Tout donne à croire qu'il a été « arrangé » en vue de la publication. On sait que l'arrivée de la délégation soviétique prit le Comité central au dépourvu, alors qu'il était déjà au plein milieu des débats. La discussion qui suivit l'an-

(1) La délégation était composée de Khrouchtchev, Mikolaj, Molotov et Kaganovitch.

nonce de cette arrivée fut également bien plus vive. (N.D.R.)

19 octobre. Séance du soir.

LE CAMARADE OCHAB. — Camarades, je désire vous informer que les entretiens du Bureau politique avec la délégation soviétique se sont poursuivis pendant plusieurs heures dans une atmosphère sérieuse. Ces entretiens concernent les problèmes essentiels des relations entre nos deux pays et nos partis, ainsi que l'évolution de la situation en Pologne, qui suscite une profonde inquiétude chez nos camarades soviétiques.

(Étant donné la hâte des camarades soviétiques de rentrer chez eux, les conversations continuèrent dans la soirée. Par conséquent la réunion plénière est reportée au lendemain 11 heures. Pas d'opposition.)

Compte rendu des conversations

20 octobre. Première séance.

LE CAMARADE ALEXANDRE ZAWADZKI (membre du Bureau politique). — La raison de l'arrivée subite de la délégation — et dans la composition que vous savez — les camarades soviétiques nous l'ont expliquée par la profonde inquiétude causée au Présidium du P.C. de l'U.R.S.S. par la situation en Pologne. Ils nous ont dit qu'ils voudraient s'entretenir avec nous de l'évolution ultérieure de cette situation et connaître notre point de vue. C'est surtout le développement de toutes les formes de propagande antisoviétique qui éveille chez eux une inquiétude particulière ainsi que l'absence ou l'insuffisance de notre réaction (...) Parlant de la propagande contre l'Union soviétique, ils nous ont cité des extraits de nos différents journaux. Ils se sont également intéressés à la composition de la nouvelle direction de notre Parti, qui sera désignée par la VIII^e réunion plénière du Comité central. Ils ont remarqué que cette composition est connue partout, mais que nous n'en avions pas informé les camarades soviétiques, et cela malgré les relations qui nous unissent. Ils ont en général insisté sur l'insuffisance de contacts, sur le manque d'informations sincères, directes de notre direction au sujet de la situation en Pologne, de son évolution, etc.

« Quant à la composition de la nouvelle direction, je tiens à souligner que cette question a été dès le début discutée en tant qu'une affaire intérieure de notre Parti et de son Comité central.

« La discussion s'est déroulée dans une atmosphère de camaraderie, sur une base de principe, certes avec tempérament des deux côtés, mais sans doute avec la meilleure volonté...

« Nous nous sommes efforcés de tranquilliser les camarades soviétiques au sujet de nos intentions et de notre activité, de la situation intérieure chez nous et des relations réciproques entre la Pologne et l'Union soviétique. Nous avons également essayé de leur expliquer le véritable sens de la démocratisation qui se poursuit chez nous, son caractère irréversible. (...) Nous leur avons dit que la réunion plénière en fera sa principale préoccupation, afin que le Parti soit à la tête de ce mouvement, qu'il le dirige, plus que jusqu'à présent, conformément à notre idéologie et à notre politique.

« Nous avons été d'accord avec les camarades soviétiques pour reconnaître que les contacts entre nous sont insuffisants et que différentes questions peuvent aujourd'hui susciter leur inquiétude. Nous leur avons expliqué que les choses mauvaises ne sont chez nous que l'écumé

formée par la vague du grand processus créateur; ces insuffisances ou imperfections, nous serons en mesure de les supprimer, pour continuer la démocratisation, si nous parvenons, après cette réunion consacrée en particulier à ce problème, à rendre la direction du Parti plus adroite.

Les mouvements de troupes

LE CAMARADE STAREWICZ. — Hier, pendant que se poursuivaient les conversations difficiles et extrêmement sérieuses avec la délégation du P.C. de l'U.R.S.S., des mouvements de troupes eurent lieu dans notre pays en direction de Varsovie. Je n'en connais pas les détails, (...) mais d'après ce que je sais par les camarades chargés de l'ordre à l'intérieur du pays, il s'est agi d'une colonne de tanks qui se dirigeaient sur Varsovie ainsi que des mouvements des unités soviétiques sur notre frontière occidentale et, à l'intérieur, dans la région de Wrocław. Aussi, voudrais-je demander au camarade maréchal Rokossowski quel était le but de ces mouvements de troupes. Deuxièmement: en vertu de quelles décisions ont-ils été effectués? Est-ce que le Bureau politique, le gouvernement ou le ministère de la Défense nationale l'avaient ordonné? Et puis, en prenant une telle décision, a-t-on pensé aux conséquences politiques de ces mouvements qui provoqueraient l'inquiétude à Varsovie? (...)

LE CAMARADE OCHAB. — Le ministre de la Défense nationale, sur recommandation du Bureau politique, a été d'accord pour qu'il n'y ait aucun mouvement de troupes, à l'exception d'une petite unité utilisée dans un but particulier. Mais nous avons été informés que d'habitude dans cette période ont lieu certaines manœuvres (...). Je demande à la réunion si elle désire que cette question soit discutée? Le Bureau politique se prononce contre cette discussion.

LA CAMARADE WASILKOWSKA. — Je propose que le Bureau politique rende compte aux membres du Comité central des mouvements de troupes, car cette question est très largement commentée.

LE CAMARADE ROKOSSOWSKI. — Camarades, de même que toute entreprise a son plan, selon lequel elle travaille, de même l'armée procède à des travaux dans les régions militaires, dans les divisions et les brigades. Chaque commandant a son plan, suivant lequel il peut déplacer les troupes là où l'on fait des exercices.

« Il n'y a pas eu de manœuvres, cette année. Si elles avaient eu lieu, les mouvements de troupes auraient été beaucoup plus importants. L'armée n'a reçu aucun ordre de la part de la direction de cesser tout mouvement et si elle l'avait reçu, il lui aurait fallu plusieurs jours pour l'exécuter. Comme vous le savez, camarades, c'est la période où les troupes accomplissent des exercices tactiques (...). Nous l'avons fait tous les ans sans qu'il y ait jamais eu de réserves. Le Bureau politique est au courant d'une concentration partielle de certaines unités pour des fins spéciales. Cela fut décidé à la suite des expériences consécutives aux événements de Poznan. Quant au mouvement des troupes soviétiques — puisqu'il y avait des bruits au sujet d'un tel mouvement — le Bureau politique m'a demandé de l'expliquer. En effet, les troupes soviétiques ont avancé. Elles ont effectué les manœuvres d'automne sur un terrain où stationnent leurs unités. Ces troupes ont avancé en direction de Bydgoszcz et de Lodz. A la suite de quoi, je me suis adressé, sur demande du Bureau politique, au maréchal Koniev qui dirigeait ces exercices, afin que l'avance des unités du Nord vers

l'Est fût arrêtée et qu'elles regagnassent leurs bases. C'est tout ce que je sais. (...)

« Des soupçons ont surgi. Je ne veux pas entrer en détail, mais c'est injuste. La Pologne populaire est un pays indépendant, l'armée est dévouée au Parti et au gouvernement et elle ne fera rien — contrairement à ce qui résulte des allusions de certains camarades — sans l'ordre du gouvernement ou du Bureau politique. Nous n'avons aucun droit de soupçonner l'armée polonaise de pouvoir être utilisée contre le gouvernement ou contre le Parti. Nous n'avons pas de soldats qui en soient capables. Les soldats prêtent serment de fidélité au pouvoir populaire et au gouvernement de la République de Pologne et ils tiennent ce serment. Les événements de Poznan l'ont confirmé. L'armée n'entre en action que lorsqu'elle reçoit l'ordre du Parti et du gouvernement.

LE CAMARADE OCHAB. — Le Bureau politique a demandé une enquête sur cette affaire. Déjà hier, nous avons entendu les explications du ministre de la Défense nationale. Je propose que les membres du Comité central soient mis au courant de cette affaire dès qu'elle aura été définitivement éclaircie, mais qu'il appartienne au Bureau politique d'en tirer les conclusions et de leur donner la forme qu'il convient.

« Pas d'opposition.

« Dans ce cas, la motion est adoptée.

« Je donne la parole au camarade Gomulka. »

Le discours de Gomulka

Le président donne alors la parole à W. Gomulka (2) :

« Lorsqu'il y a sept ans j'avais pris la parole à la réunion plénière du Comité central du Parti ouvrier polonais unifié qui eut lieu au mois de novembre, il m'avait paru que je m'adressais pour la dernière fois aux membres du Comité central.

« Bien que depuis cette époque il ne se soit écoulé que sept ans, ou huit ans à partir de la réunion plénière du mois d'août, au cours de laquelle s'est effectué un tournant soudain dans la politique du Parti, ces années constituent toute une période historique hermétique. Je crois fermement que cette période appartient à un passé désormais révolu.

« De nombreux maux ont été enregistrés dans le courant de ces années. L'héritage que cette période a laissé au Parti, à la classe ouvrière et à la nation est, dans certains domaines de la vie plus que terrifiante.

« Il y a deux mois et demi, la septième réunion plénière du Comité central avait fait l'état des aspects positifs et négatifs de la période écoulée, il avait tracé les directives de l'action future. Malgré mon désir, je n'ai pu alors y prendre part.

« Nombreux avaient été ceux parmi vous qui avaient évoqué mon nom à cette réunion plénière et qui avaient envisagé les possibilités et la nécessité de mon retour aux travaux du Parti. Cela avait été subordonné à mon attitude à l'égard des résolutions qui avaient été prises à cette réunion plénière. C'est pourquoi j'estime de mon devoir de vous préciser mon point de vue quant à ces résolutions, comment je vois la réalité présente, et comment, à mon avis, il convient de former l'avenir.

« Je formule certaines réserves quant aux résolutions de la septième réunion plénière. Elles

concernent l'évaluation du passé et de la politique du Parti dans le domaine de l'agriculture.

« Par ailleurs, je considère que ces résolutions sont justes et qu'elles constituent de justes directives. Elles exigeront, au cours de leur réalisation, des précisions et des compléments. Certains problèmes, importants à l'heure actuelle, n'ont pas été soulevés dans ces résolutions. Certains pourront être résolus dès à présent, car ils sont mûrs, avec d'autres il faudra attendre qu'ils mûrissent dans les pensées et les conditions. Ce n'est guère le fait d'avoir voté et accepté ces résolutions qui doit être considéré comme le plus important, mais l'éventualité de leur entrée en vigueur.

« Mes réserves, s'il s'agit des résolutions de la VII^e Réunion plénière, englobent les questions économiques et politiques. Ces réserves concernent aussi bien l'évaluation elle-même que la responsabilité des hommes pour les fautes et déviations commises qui en découle. »

Gomulka se livre alors à une vive critique de la politique économique. Il ne conteste pas les résultats obtenus. Il accepte les chiffres fournis. Mais, si par exemple l'extraction de la houille est passée de 74 millions de tonnes en 1949 à 94,5 en 1955, il a fallu des heures supplémentaires (15,5 % du nombre d'heures global); la production par mineur est tombée de 1.323 kg à 1.163. On travaille le dimanche. L'emploi, dans certaines mines, de soldats et de prisonniers est devenu un système.

Mêmes critiques de la politique suivie en matière agricole, de 1949 à 1955, période durant laquelle il a été créé environ 10.000 coopératives de production qui réunissent environ 6 % des exploitations paysannes.

« En 1955, les exploitations individuelles exploitaient 78,8 % des terres cultivables, les coopératives qui partagent les revenus possédaient 8,6 % et les fermes d'Etat 12,6 % du total des terres cultivables de ces trois types d'exploitations. La production globale de ces exploitations, acceptée pour 100, est divisée, entre autres, de la manière suivante : les exploitations individuelles figurent pour 83,9 %, les coopératives de production avec les parcelles voisines des enclos figurent pour 7,7 % et les fermes d'Etat, y compris les exploitations auxiliaires des ouvriers agricoles pour 8,4 %.

« En ramenant la valeur de la production globale à un hectare de terre cultivable, nous obtenons le tableau suivant : les exploitations individuelles ont produit pour 621,1 zlotys, les coopératives pour 517,3 zlotys et les fermes d'Etat pour 393,7 zlotys en prix invariables.

Et cela, malgré l'aide préférentielle de l'Etat aux organisations collectives. « Je ne mentionne pas l'aspect politique de ce problème », ajoute Gomulka qui pourtant « formule des restrictions quant aux résolutions de la septième réunion plénière en ce qui concerne la politique agricole du Parti, définie au cours de la cinquième réunion plénière du Comité central ».

Poznan.

Gomulka évoqua ensuite « la leçon douloureuse » donnée au Parti et au gouvernement par les ouvriers de Poznan qui ont « recouru à l'arme de la grève et manifesté dans les rues au cours de ce sombre jeudi de juin ».

(2) La traduction intégrale du discours de Gomulka a paru dans *Documentation française. Notes et études documentaires*, 13 novembre 1956, n° 2-232. Nous n'en donnons ici que de brefs extraits.

« La tentative maladroite de présenter la douloureuse tragédie de Poznan comme une œuvre des agents impérialistes et des provocateurs a été, du point de vue politique, très naïve.

« Les agents et les provocateurs peuvent être et agir partout et toujours. Mais jamais et nulle part ils ne peuvent décider de l'attitude de la classe ouvrière. Si les agents et les provocateurs pouvaient inciter la classe ouvrière à agir, les ennemis de la Pologne populaire, les ennemis du socialisme auraient leur tâche largement facilitée, ils pourraient facilement atteindre leur but. Mais il n'en est pas ainsi.

« Il était un temps en Pologne où, effectivement, des forces hostiles au socialisme, souvent dirigées par des milieux étrangers, au service d'intérêts non polonais, possédaient un réseau d'organisation souterraine vastement développé. Il était un temps où le pouvoir populaire en Pologne était attaqué par les armes et où il se défendait par les armes. Un temps où les membres de notre Parti, des soldats et des fonctionnaires, périssaient par centaines et par milliers. C'étaient des temps durs dont les fumées n'ont à ce jour pas encore entièrement disparu des sentiments et des cœurs humains. C'étaient les premières années de l'établissement de la Pologne populaire. Mais en ces temps difficiles pour les pouvoirs populaires, aucune agence et aucune organisation clandestine, malgré les conditions favorables, n'ont réussi et n'ont pu pratiquer une brèche dans les rangs de la classe ouvrière et furent incapables de dominer, sur le plan politique, une quelconque partie de la classe ouvrière.

« Les causes de la tragédie de Poznan et du profond mécontentement de la classe ouvrière se trouvent chez nous, dans la direction du Parti, au gouvernement. Le feu couvait depuis plusieurs années. Le plan sexennal économique que l'on a prôné dans le passé avec beaucoup d'énergie comme étant une nouvelle étape d'un accroissement important du niveau de vie, a trompé les espoirs des larges masses des travailleurs. »

Le XX^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S.

Gomulka en vient, assez brusquement, aux effets du XX^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S., à la lutte contre « le culte de la personnalité » déclinée alors par les dirigeants soviétiques.

« Le XX^e Congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S. nous a encouragé à amorcer un tournant dans la vie politique du pays. Un courant vivifiant et sain a animé les masses du Parti, la classe ouvrière et toute la communauté. Les gens ont commencé à redresser l'échine. Les esprits taciturnes, contraints, ont commencé à se débarrasser de l'atmosphère viciée de mensonges, de falsifications et de duplicité. Les discours stéréotypés qu'on entendait auparavant aux tribunes du Parti et aux tribunes publiques et qui figuraient dans les colonnes de la presse, ont commencé à être supplantés par des paroles constructives et vivantes. Parfois une fausse note s'est fait entendre. Mais ce n'est pas ce ton-là qui donnait l'orientation. La critique du passé s'est étendue largement. Les violations, les déformations et les erreurs ont été soumises à la critique qui n'a omis aucun domaine de la vie. On réclamait de partout, en premier lieu dans les réunions du Parti et dans des réunions générales dans les entreprises, des renseignements au sujet des sources d'où venait le mal, on demandait que des conséquences soient tirées à l'égard des principaux responsables des déviations de la vie économique et politique. En premier lieu les tra-

vailleurs demandaient avec insistance que toute la vérité, sans ambages ni réticences, leur soit dite. Ils attendaient cette vérité. Ils attendaient la réponse à des dizaines de questions qu'ils avaient posées en public aux réunions. »

Malheureusement, selon Gomulka, la direction du Parti n'osa pas aller aux masses, « leur dire toute la vérité sur la situation économique, sur les sources et causes des déformations dans la vie politique ». La preuve de son indécision est fournie par « l'ajournement, à plusieurs reprises, de la fixation de la date de la septième réunion plénière ».

Programme de réformes.

Gomulka aborde ensuite l'exposé des réformes qu'il préconise. Il faudra, dit-il, « apporter beaucoup de modifications à notre système de pouvoir populaire, dans le système d'organisation de notre industrie, dans les méthodes travail des organes de l'Etat et du Parti ».

« La question de la modification de la gestion industrielle revêt un caractère profondément structural. » *Mais, selon Gomulka qui évoque « le problème de la gestion autonome ouvrière », il ne faut pas aller trop vite dans cette voie nouvelle, alors que l'on ne connaît pas bien « les mérites du nouveau mécanisme ». Les organes dirigeants de l'économie doivent « aider l'initiative ouvrière et procéder à une certaine généralisation des formes proposées, là où cela est possible. Mais en pratique, si l'on veut travailler sur une plus large échelle, il faut avancer lentement ».*

C'est plutôt sur les « encouragements matériels » et « la liquidation de l'hypertrophie administrative » que Gomulka comptait pour produire plus et moins cher.

En matière agricole, Gomulka admet la dissolution des coopératives, envisage l'abolition des livraisons obligatoires (« phénomène caractérisant le temps de guerre; on aurait tort de considérer que cette forme de prestation des campagnes en faveur de l'Etat constitue un trait caractéristique et invariable de la structure socialiste »), préconise une transformation radicale de l'organisation des fermes d'Etat et du système de salaires des travailleurs agricoles, mais il persiste à penser que « le coopératisme de production dans les campagnes est nécessaire », non pour des raisons doctrinales, mais parce qu'il faut « éveiller parmi les paysans travailleurs le sentiment d'une profonde communauté sociale productive ».

Problèmes politiques.

Gomulka aborde enfin les problèmes politiques fondamentaux.

« Les premiers classiques du marxisme n'ont jamais considéré leur théorie comme une chose finie, affirme-t-il. Ils avaient toujours affirmé qu'elle devait se développer avec l'appui de l'expérience... »

« Ce qui est invariable dans le socialisme se réduit à la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. Les voies qui mènent à ce but peuvent être et sont multiples. Elles dépendent des différentes circonstances du temps et du lieu. Le modèle du socialisme peut également différer. Il peut être du genre créé en Union soviétique. Il peut être formé de la manière que nous observons en Yougoslavie, et il peut être encore différent.

« L'Union soviétique a été le premier Etat au monde où une révolution socialiste a été accomplie.

« Du fait des immenses difficultés qui accompagnaient la transformation du régime de la Russie tsariste, arriéré sous tous les rapports, en un régime socialiste, dans le courant de la période où Staline dirigeait le parti, on a commencé à liquider d'une manière de plus en plus radicale les divergences d'opinions sur les questions que la vie courante posait, divergences qui, du vivant de Lénine, trouvaient une solution normale dans le sein du Parti. Au fur et à mesure que la discussion au sein du Parti était éliminée, le culte de la personnalité s'y substituait. Le choix de la voie menant au socialisme passait graduellement en U.R.S.S. des mains du Comité central entre les mains d'un groupe plus restreint de gens, pour devenir en fin de compte un monopole de Staline.

« Le culte de la personnalité, c'est un système de l'exercice du pouvoir, c'est une voie définie de la marche vers le socialisme allant de pair avec l'application de méthodes incompatibles avec l'humanisme socialiste, avec le sentiment socialiste de la liberté humaine, avec l'esprit socialiste de légalité. »

Quand, après la guerre, apparurent les démocraties populaires, les rapports entre elles et l'U.R.S.S. auraient dû être fondés « sur la confiance mutuelle et l'égalité des droits, sur l'aide et la critique amicales réciproques ».

« Malheureusement dans le passé il n'en pas toujours été ainsi dans les rapports entre nous et notre grand voisin et ami, l'Union soviétique. »

Le culte de la personnalité.

« On ne saurait ramener le culte de la personnalité à la seule personne de Staline. Le culte de la personnalité est un certain système qui dominait en U.R.S.S., qui a été greffé, ma foi, à tous les partis communistes, comme à de nombreux pays du camp du socialisme, dont à la Pologne.

« L'essence de ce système consistait en l'établissement d'une échelle hiérarchique de cultes de la personnalité. Chacun de ces cultes intéressait une certaine région définie où il s'exerçait. Dans le bloc des pays socialistes, au sommet de cette échelle hiérarchique des cultes, se tenait Staline. Devant lui courbaient le front tous ceux qui occupaient les échelons inférieurs de l'échelle. Ce n'étaient pas les seuls autres dirigeants du Parti communiste soviétique et de l'Union soviétique qui courbaient leur front, mais également les dirigeants des partis communistes et ouvriers du camp socialiste. Ces derniers, c'est-à-dire les premiers secrétaires des comités centraux des partis des différents pays, s'installaient sur le deuxième échelon de l'échelle du culte de la personnalité, s'enveloppaient en souverains de la robe de l'infailibilité et de la sagesse. Toutefois le culte de leur personne ne rayonnait que sur le terrain de leurs pays respectifs où ils occupaient le sommet de l'échelle des cultes locaux. On ne pourrait appeler ce culte que du nom d'une splendeur réfléchie, d'une lumière empruntée. Il brillait comme brille la lune. Néanmoins, sur le champ de son activité, il était omnipotent. Et c'est ainsi que, dans chaque pays, cette échelle des cultes descendait de haut en bas.

« Le titulaire du culte de la personnalité se connaissait en tout, savait tout, décidait tout, dirigeait tout, tranchait toutes les questions sur

le champ de ses activités. Il était le plus grand sage, indépendamment de ses connaissances, de ses aptitudes et de ses qualités personnelles.

« Dans le système du culte de la personnalité, le Parti, en tant qu'entité, ne pouvait agir indépendamment, qu'uniquement dans le cadre de sa subordination au culte dominant. Si quelqu'un s'avisait de dépasser ce cadre, il était menacé d'excommunication par ses co-camarades. Si l'affaire intéressait tout le Parti, celui-ci encourrait l'anathème des partis communistes restants.

« Est-ce que, dans de telles conditions, les rapports mutuels des partis et des Etats de démocratie populaire d'une part et du Parti communiste de l'Union soviétique et l'Union soviétique de l'autre, pouvaient s'établir sur des principes d'égalité? Il est clair que non. Cela était gêné par le système du culte de la personnalité, système organisé avec précision et écrasant toute pensée socialiste indépendante.

« Le système du culte de la personnalité façonnait les cerveaux humains. Il formait la façon de penser des militants de parti et des membres du Parti. Les uns croyaient et étaient persuadés que l'unique interprète infailible de l'enseignement marxiste et le seul homme qui le développe et l'enrichit comme il sied, qui indique la seule bonne voie vers le socialisme est Staline. Ainsi donc tout ce qui ne s'accorde pas avec ses pensées et avec ses directives doit forcément être nuisible, entraîner une dérogation au marxisme-léninisme, doit forcément être une hérésie. D'autres, qui avaient même des doutes à ce sujet, étaient à leur tour persuadés que toute tentative d'une énonciation publique de leurs pensées non seulement ne changera rien mais leur attirera encore de pénibles désagréments.

« D'autres encore étaient indifférents à tout, sauf à la politique susceptible de les installer sur un siège confortable ou de leur conserver ce siège... »

« Je ne voudrais pas m'étendre sur les tristes souvenirs du passé où régnait chez nous le culte de la personnalité.

« Ce système violait les principes de la démocratie et de la légalité. Sous ce système on brisait les caractères et les consciences humaines, on piétinait les gens, crachait sur leur honneur. La calomnie, le mensonge et la fausseté, et même des provocations servaient d'instruments à exercer le pouvoir.

« Chez nous également des faits tragiques se sont produits, des gens innocents ont été envoyés à la mort. De nombreux autres innocents ont été emprisonnés et quelquefois même, pendant de nombreuses années. Il y eut parmi eux également des communistes. Maintes personnes ont été soumises à des tortures bestiales. On avait semé la peur et la démoralisation. Sur le terrain du culte de la personnalité se développaient des phénomènes qui violaient et annihilait même le sens le plus profond du pouvoir populaire.

« Nous en avons fini avec ce système ou sommes sur le point d'en finir une fois pour toutes. Il convient d'exprimer une grande reconnaissance au XX^e Congrès du Parti communiste soviétique qui nous a aidés si admirablement à liquider ce système. »

Les remèdes.

« Le Parti, la classe ouvrière, la nation ont été profondément bouleversés par la pratique du culte de la personnalité. Le Parti a hésité à pren-

dre la tête du courant de démocratisation. D'où une confusion, dont ont profité pour reprendre leurs activités des éléments n'ayant rien de commun avec les aspirations la classe ouvrière et de la nation à la démocratisation.

« La voie de la démocratisation est, dans nos conditions, l'unique voie menant à la construction du meilleur type de socialisme; nous ne nous écarterons pas de cette voie et nous nous défendrons de toutes nos forces pour ne pas nous en laisser écarter. Mais nous ne permettrons également à personne de tirer profit du processus de démocratisation au détriment du socialisme. A la tête du processus de démocratisation se place notre Parti et ce n'est que lui qui, agissant en accord avec les autres partis du front national, pourra orienter ce processus de manière à ce qu'il conduise effectivement à une démocratisation des rapports dans tous les domaines de notre vie, en vue de renforcer les bases de notre régime et non de les affaiblir. Le Parti et toutes les personnes qui ont été les témoins des maux ayant existé dans le passé et qui souhaitent sincèrement supprimer toutes les séquelles d'un passé néfaste dans notre vie actuelle, afin de renforcer de cette façon les bases de notre régime, devraient résister résolument à toute insinuation et à toutes les mesures tendant à affaiblir notre amitié avec l'Union soviétique.

« Si, par le passé, tout n'avait pas été, à notre avis, comme il aurait fallu que cela fût entre notre Parti et le Parti soviétique et entre la Pologne et l'Union soviétique, aujourd'hui cela appartient à un passé à jamais révolu.

« Si dans tel ou tel autre domaine de notre vie il est des questions qui demandent encore à être réglées, il convient de le faire calmement et avec amitié. Car c'est là la conduite qui devrait, en effet, caractériser les rapports entre les partis et les pays du camp socialiste. Et si certains pensent que l'on peut réussir en Pologne à attiser des dispositions antisoviétiques, ils se trompent profondément. Nous ne permettrons pas de causer du tort aux intérêts vitaux de l'Etat polonais et à la cause de l'édification du socialisme en Pologne.

« Les rapports polono-soviétiques, basés sur des principes d'égalité et d'indépendance, donneront naissance, au sein de la nation polonaise, à de si profonds sentiments d'amitié à l'égard de l'Union soviétique, qu'aucune tentative de semer la méfiance à l'égard de l'Union soviétique ne pourra s'enraciner dans la nation polonaise. C'est notre Parti et, avec lui, la nation tout entière, qui veille, au premier rang, à ce que ces rapports soient respectés. »

Pour remplir éternellement les tâches qui sont les siennes. « le Parti doit être cohérent et unifié ». *Il faut mettre fin à certaines entorses faites aux principes.*

« En tête de ces principes il conviendrait de poser la question de l'élection des autorités du Parti, du caractère public de la vie partisane, le droit de garder ses points de vue, avec ce principe que les décisions de la majorité engagent tous les membres du Parti. »

Il faudra aussi établir une « séparation distincte des fonctions des organes du Parti et des organes de l'Etat, le rôle dirigeant du Parti devant rester assuré... Le Parti et ses organes ne gouvernent pas : ils dirigent seulement ».

« Le Parti a pris la mauvaise habitude de retirer tous les ouvriers tant soit peu actifs des entreprises qui les emploient, et de les faire travailler dans les services du Parti ou de l'Etat.

Cette pratique a fait beaucoup de mal. On dilatait les services du Parti qui, le système du travail étant ce qu'il était, se bureaucratisait ou prenait d'autres formes malsaines, tandis que l'entreprise, cette cellule politique et productive, si hautement importante, perdait ses meilleurs membres du Parti. »

Il faut au contraire que « l'énorme majorité des militants conscients et actifs » *reste* « avec les ouvriers dans les ateliers ».

Enfin, les différents échelons du Parti devront « assurer un contrôle approprié des organes du Parti, en commençant par les organes centraux ».

« Toutes ces tâches que nous envisageons de réaliser demandent du calme, de la réflexion et du temps. Même si on adoptait la meilleure conception possible d'une organisation nouvelle de notre industrie et les meilleurs formes de la démocratisation de notre vie, on ne saurait rien accomplir du jour au lendemain.

« On ne saurait ne pas remarquer que, ces derniers temps, les organes des pouvoirs publics, appelés à assurer l'ordre public, se sont également trouvés, dans une certaine mesure, désorientés. Toutes sortes d'écartés de la jeunesse délinquante se sont multipliés, sans toujours provoquer la réaction souhaitée chez la milice. Il faut de nouveau dire clairement et ouvertement à soi-même et à tous ceux que ceci concerne : les pouvoirs publics puniront tout vice au sein de leurs services, mais ils combattront et sont tenus de combattre toute violation de l'ordre public et de la tranquillité des citoyens. La milice devrait rencontrer du respect et de l'annui de la part de la communauté chaque fois qu'elle intervient dans l'intérêt de l'ordre public. On ne saurait tolérer sous aucune forme que l'uniforme du gardien de l'ordre public soit outragé par toutes sortes de vovous dont toute infraction au droit doit être sévèrement punie. »

Gomulka achève son discours en affirmant que la Diète doit être « l'organe le plus élevé du pouvoir de l'Etat. Elle devrait contrôler le travail du gouvernement et des organes d'Etat dans un large domaine... avoir droit de contrôle sur les accords commerciaux conclus avec d'autres pays... droit de sanction sur tous les accords conclus avec d'autres pays par le gouvernement et ratifiés par le Conseil d'Etat ». *Il devrait également appartenir* « à la Diète d'évaluer les travaux du gouvernement et l'entre dans ses compétences de tirer les conséquences à l'égard de gens qui ne s'acquittent pas de façon satisfaisante de leurs devoirs ».

Quant aux élections, elles « seront organisées sur la base d'un système électoral nouveau, qui permet aux gens de choisir et non seulement de voter. Les partis et les organisations sociales, groupés au sein du front national, présentent un programme électoral commun. Le candidat qui jouira de la plus grande confiance sera élu. Celui qui n'aura pas la large confiance des électeurs n'entrera pas au sein de la prochaine Diète ».

La conclusion du discours, c'est un appel à la jeunesse, un appel qui sonne un peu comme une menace.

« De notre jeunesse, en particulier de la jeunesse des écoles supérieures, nous avons le droit d'exiger que l'ardeur qui la caractérise dans sa recherche des moyens d'améliorer notre réalité présente, se limite au cadre des résolutions qui seront prises par la présente réunion plénière. On peut toujours beaucoup pardonner à la jeunesse, mais la vie ne pardonne à personne, pas même à la jeunesse, des mesures irréfléchies.

« Nous ne pouvons que nous réjouir de l'ardeur de nos jeunes camarades. Car ils occuperont après nous les postes du Parti et de l'Etat. Nous avons néanmoins le droit incontestable d'exiger qu'ils conjuguent leur enthousiasme et leur ferveur avec la sagesse du Parti.

« Le Parti devrait dire clairement à notre jeunesse : « Dans le vaste et important processus de démocratisation, marchez en tête, mais ne perdez pas de vue votre commandement qui est celui de toute la Pologne populaire : le Parti unifié des ouvriers de Pologne ».

Pire qu'avant la guerre

LE CAMARADE LÉON WUDZKI. — Camarades, c'est avec une profonde joie que la classe ouvrière accueille le retour à la vie publique du camarade Wieslaw (*pseudonyme de Gomulka*, N.D.L.T.); elle espère beaucoup de ce retour. Il s'agit de ne pas décevoir ces espoirs, ce qui n'est guère facile. Nous prenons la route sur laquelle nous avons accumulé d'énormes écueils. Nombre de camarades en rendent responsable le système. Or, ce sont les hommes qui créent les systèmes et ils peuvent à leur gré les modifier ou les abolir. (...) Hélas, les uns n'ont pu le faire, d'autres ne l'ont pas voulu. Ceux qui faisaient de l'opposition furent brisés et jetés en prison, qualifiés d'ennemis et de traîtres; ceux qui essayaient de se comporter en hommes furent évincés ou se retirèrent de leur propre gré. En tout état de cause, les uns comme les autres étaient en nombre insuffisant. La plupart se sont accommodés du système, se sont faits des nids chauds sur le sein opulent de *bériovchtchina* et suçaient à pleine bouche, s'enivraient du pouvoir et de tous les privilèges qu'il assurait. Aucun frein moral ne jouait plus. Cette majorité s'était exprimée, à la III^e réunion plénière en 1949, par la bouche du camarade Minc : « Nous sommes un Parti qui demeure, même si les hommes s'en vont, car les hommes disparaissent et le Parti reste, puisque les hommes se trompent et se brisent mais le Parti triomphe ». Un autre membre du Bureau politique, le camarade Jozviak, développa cette idée ainsi : « Est-ce que nous sommes pour le Parti ou bien le Parti est pour nous? Il n'y a qu'une seule réponse : c'est nous qui sommes pour le Parti ».

« (...) Il est bien affligeant que l'on doive expliquer aux membres du Bureau politique qu'un parti ne peut exister sans hommes et que c'est précisément, camarade Jozviak, le Parti qui est pour nous, c'est à lui de servir les hommes qui l'ont créé, quitte à disparaître après avoir accompli les tâches qui sont les siennes. Le système où nous avons établi le schéma : Parti, carte du Parti et, en dernier lieu, membre du Parti, c'est ce système-là qui nous a conduits aux résultats monstrueux où l'homme ne comptait plus. Tout membre du Parti fut obligé d'accepter ce schéma, sinon il n'existait plus; il fut forcé de renoncer à tous les sentiments humains, ou du moins ne jamais les extérioriser. Il lui était interdit de protester lorsque, au nom de ce schéma, on commettait les crimes les plus monstrueux.

« Dans le régime semi-fasciste d'avant-guerre, il nous était possible de toucher un ministre, Swietoslowski par exemple, qui pouvait intervenir pour obtenir la libération des hommes hostiles au régime, les communistes, tel le rédacteur de *Lewy Tor* (*La Voie de Gauche*), le camarade Bobowski. Je ne citerai pas tous les autres. Il y a ici, dans cette salle, un camarade qui avait bénéficié de l'aide de Swietoslowski, comme il y en a

beaucoup d'autres pour lesquels nous étions intervenus, et avec succès.

« Or, en 1950-1951, moi, membre du Presidium de la Commission de contrôle du Parti, je n'ai rien pu faire pour aider les camarades qui, je le savais fermement, étaient innocents. Lorsque mes dossiers eurent débordé de larmes et de souffrances humaines, je décidai de voir les secrétaires d'alors. J'ai essayé d'abord de toucher le camarade Zambrowski pour l'entretenir de quelques affaires de ce genre : que des hommes, pris dans la rue et relâchés, furent après sept jours d'instruction, inaptes à vivre. Il a fallu conduire ces hommes à Tworki (hôpital pour aliénés, près de Varsovie, N.D.L.T.). D'autres se cachaient à Tworki pour ne pas tomber aux mains de la Sécurité publique. Ils simulaient la folie. D'autres encore, des gens honnêtes, pris de panique, s'enfuyaient à l'étranger uniquement pour échapper à notre système.

« Tout d'abord, j'avais essayé de pénétrer chez le camarade Zambrowski pour lui soumettre quelques affaires. Cela a duré un mois. Ensuite, sa secrétaire m'a annoncé que le camarade Zambrowski demandait que je lui écrive au sujet de ma requête, car il n'avait pas le temps de me recevoir. J'ai riposté que je préférais écrire un roman. Quelque temps après, je me suis fait annoncer chez le camarade Bierut. La même chose : écrire. J'ai choisi une parmi les nombreuses affaires et je l'ai décrite en détail. Il s'agissait du camarade Dabrowski, ingénieur directeur de l'usine de montres à Pieszyce, condamné à sept ans de prison. Tout prouvait qu'il était innocent; le camarade Rutkowski, ici présent, en connaît bien tous les détails. J'ai attendu à être convoqué par le camarade Bierut. A défaut d'une convocation ce fut une lettre; une longue correspondance s'en est suivie qui a duré, je ne me rappelle plus combien de mois. Enfin je fus convoqué et... reçu par une des secrétaires.

« Je pouvais encore aller voir le camarade Berman. Je l'ai essayé une fois, mais sa secrétaire m'a regardé comme si je lui avais demandé un billet pour la lune. Plus tard, dans une autre affaire, j'ai frappé à sa porte, pendant un mois, en vain. C'était une méthode. C'est de telles méthodes que se composait tout le système.

« Le camarade Berman nous a fait ici son auto-critique. Il se justifie par l'absence de direction collective, par l'ignorance, par une surveillance insuffisante. Le camarade Berman a fait partie de la commission du Bureau politique pour les affaires de la sécurité, mais il ne savait rien de ce qui s'y passait. Toute la ville savait que l'on assassinaient des hommes, qu'il y avait des cachots où pendant trois semaines des hommes restaient debout dans les excréments jusqu'à la cheville; toute la ville savait que Rozanski (haut fonctionnaire au ministère de la Sécurité publique sous Radkiewicz, N.D.L.T.) arrachait personnellement les ongles aux inculpés; toute la ville savait que des hommes, aspergés d'eau froide, restaient dehors, sous une température au-dessous de zéro. Le camarade Berman, membre de la commission pour les affaires de la sécurité n'en savait rien (...) Je vous demande, camarade Berman, qui donc devait le savoir? N'avez-vous pas été non plus au courant du traitement infligé à la camarade Anne Duracz, votre secrétaire, vous qui connaissez chacun de ses mouvements? Durant deux années, la famille de Théodore Duracz (célèbre avocat, défenseur, avant la guerre, des communistes, N.D.L.T.) suppliait le camarade Berman de la sortir de la prison. Mais le camarade Berman n'a rien pu faire pour elle. Il a pu pourtant,

comme nous l'avons appris de son auto-critique, limoger Rozanski, dignitaire de la Sécurité publique, qui appliquait aux prisonniers ses méthodes infernales, mais il n'a pas été capable d'aider Anne Duracz...

« Je me rappelle bien, camarade Berman, votre déclaration après le procès Rajk : vous avez dit que vous recherchiez ici nos Rajk. C'était à la réunion du Comité central qui se solidarisa avec les bourreaux de Rajk...

« Après le premier congrès du Parti socialiste polonais, réuni après la guerre, le camarade Wieslaw (Gomulka) a très bien exprimé que le nouveau Parti unifié devrait être la synthèse de tout ce qu'il y avait de mieux et de plus valeureux dans les traditions des deux partis. Il a dit que la lutte du Parti ouvrier pour la libération sociale et économique et la juste conception de l'indépendance nationale du Parti socialiste devaient faire cette synthèse.

« Or, le nouveau Parti a-t-il jamais mis en valeur le Parti socialiste? Les anciens socialistes furent éliminés de tous les postes de direction, la discrimination à leur égard battait son plein. C'est ainsi que fut évincé, parmi tant d'autres, Grzecznarowski.

« Je connais Grzecznarowski depuis trente-six ans. Il a passé onze ans de sa vie dans les prisons du tsar et cinq dans les camps hitlériens. Sans doute, appartenait-il à la droite du Parti socialiste, mais il a procuré du travail à plusieurs communistes (suivent sept noms) lorsqu'il était maire de la ville de Radom. Une camarade vient de dire ici que les ouvriers de Radom disent du mal de Grzecznarowski. Pendant vingt ans, les ouvriers l'élirent à la municipalité socialiste de cette ville et pendant vingt ans il occupa le poste de maire. Faisons les élections à Radom et vous verrez qui sera élu, Grzecznarowski ou vous, camarade Werblan! »

Le rôle de l'U.R.S.S.

LE CAMARADE B. RUMINSKI. — (...) Nous devons mettre au point explicitement notre attitude à l'égard du P.C. de l'U.R.S.S. et de l'Union soviétique.

« Le camarade Wieslaw (Gomulka) en a parlé d'une façon très nette. Il est évident, tout le monde le sait, que les camarades soviétiques ont commis dans le passé, jusqu'au XX^e Congrès, de nombreuses erreurs dans leurs relations avec les pays de démocratie populaire. Il se peut qu'il existe encore aujourd'hui des vestiges des vieilles habitudes. Mais tout cela ne nous autorise nullement à tolérer les manifestations dont nous avons été témoins hier (au moment où commençait notre réunion) et aujourd'hui même.

« Dans la campagne que certains camarades ont menée après la VII^e Réunion plénière (celle de juillet 1956, N.D.L.T.) le choix des moyens a été par trop facile. J'ai été moi-même surpris par les propos que m'ont tenus certains camarades. Ils m'ont dit que la Pologne ne peut pas être indépendante parce que l'Union soviétique ne le veut pas; que le camarade Nowak n'agit pas l'affaire juive tout seul, mais qu'il est dirigé par quelqu'un d'autre. (...) »

Le climat de la *bériovchtchina*

LE CAMARADE STANISLAS LAPOT. — Aujourd'hui, lorsque nous parlons de la réhabilitation — telle qu'elle peut être réalisée dans la mesure des

possibilités humaines — nous devons jeter encore une fois le regard en arrière sur les conditions et sur le climat dans lesquels de telles anomalies et déformations ont été possibles. On a déjà dit qu'il y avait le culte de la personnalité et la *bériovchtchina* à la polonaise. Je voudrais rappeler à quel degré nous avons été intoxiqués par ce virus. Quelqu'un de ceux qui participaient aux délibérations du Comité central à cette époque a-t-il demandé les explications sur l'arrestation du camarade Gomulka? Non, personne. Pourquoi? Parce que nous étions soumis à une telle psychose que demander une explication signifiait : briser l'unité du Parti, manquer de confiance envers le Bureau politique, contrecarrer l'édification socialiste, proclamer une hérésie, une déviation, etc. Cela vaut la peine d'être évoqué car le Comité central doit tirer toutes les conséquences du passé tragique et abjecte. Nous sommes responsables d'avoir failli aux principes de la démocratie interne du Parti. Il faut le dire encore une fois, il faut tout faire pour que les méthodes pratiquées lors de la période du culte de la personnalité soient complètement extirpées et que la démocratie et la direction collective (collégiale) ne soient plus jamais violées. Ce sont les conditions indispensables dont dépend la démocratisation du Parti et du pays tout entier. (...)

« Je n'arrive pas à comprendre les hommes qui, il n'y a pas longtemps encore, étaient des zéloteurs les plus serviles et qui, aujourd'hui, se prononcent contre avec la même passion. Il y a un chaînon qui manque. On se demande si c'est bien sincère.

« (...) Quant aux responsabilités, lorsque je lis la déclaration du camarade Berman — du reste en retard de deux ans au moins — j'ai l'impression qu'il ne dit pas actuellement non plus toute la vérité. Je me rappelle que le camarade Berman disait souvent, à propos des autres : « il n'a pas suffisamment cuit dans le four de l'idéologie prolétarienne »; il prenait un grand plaisir à morigener les autres, et cela sans le scrupule ni la mesure qui devraient distinguer un communiste. Il était toujours très habile, très intelligent pour formuler « une généralisation idéologique » des conceptions et des attitudes qui différaient à peine des siennes. Il en appelait à l'autocritique, grondait ceux qui ne la faisaient pas, mais lui-même comment se comporte-t-il? La déclaration précitée, par laquelle le camarade Berman veut être quitte à l'égard du Parti, ne peut être considérée comme une autocritique d'un membre du Bureau politique, et cela pendant plusieurs années. C'est un secret de polichinelle qu'à cette époque il était l'éminence grise de la direction du Parti. La Sécurité, c'était lui; la culture, lui; l'idéologie, lui; les affaires étrangères, lui encore. Aussi avons-nous le droit d'exiger qu'il veuille bien dire au Parti toute la vérité et non, comme il s'efforce de le faire dans sa déclaration, prouver qu'il n'a pas commis toutes les fautes que lui attribuent, paraît-il, les camarades qui critiquent son activité. Par contre, nous apprenons que lui-même était soumis à la terreur du régime Béria. Pourquoi donc le camarade Berman, se sentant les mains liées, n'a-t-il pas demandé au Parti de le faire remplacer?

« Mais nous savons que le camarade Berman n'est pas aussi innocent qu'il veut nous le faire croire. Au contraire, il n'avait jamais de scrupule; il témoignait le plus grand acharnement partout où il fallait, comme on le disait alors, « battre idéologiquement et écraser ». Le camarade Berman est responsable, en premier lieu, de toutes les abjections commises à la Sécurité car

c'était lui qui surveillait cet organisme au nom du Parti; il est responsable d'avoir baillonné la culture et les arts, responsable de l'ensemble de la politique de cette période. (...)

« Pour terminer, je tiens à dire que je me prononce pour le cours nouveau, mais sans les anciens pilotes. Certains d'entre eux se sont déjà retirés, mais ce n'est pas assez. Ce n'est pas une garantie suffisante que le navire prendra le cours nouveau, à temps voulu et sans pertes. Aussi est-il difficile de comprendre que ce cours nouveau puisse être dirigé également par le camarade Zambrowski. J'ai des doutes à ce sujet, puisque le camarade Zambrowski préconisait autrefois la politique agraire que nous voulons, n'est-ce pas, changer. Il appartient aux plus anciens membres du Bureau politique, dont il fait partie depuis longtemps et sans interruption; il en faisait partie durant la période du culte de la personnalité et de la *bériovchtchina*, avec laquelle nous rompons maintenant.

Le plaidoyer de Berman

LE CAMARADE JACOB BERMAN. — Je voudrais compléter la déclaration que j'ai déjà faite au sujet des erreurs commises par moi, de leur caractère et des conditions dans lesquelles elles avaient surgi (...).

« A quel moment apparaît un conflit politique au sein de notre direction? En 1947, à la suite de la création du Bureau d'information. Ce différend prend une intensité dramatique en 1948. (...) A quel moment les différends politiques dégénèrent-ils en une psychose de complots? Cela se produit en liaison avec le conflit yougoslave, avec le procès Rajk et à la suite de l'envenimement de la situation internationale, dans les années 1949-1950. C'est alors, sous l'influence destructrice de la *bériovchtchina*, que le cours des événements dégénère.

« Pourquoi ces affaires ont-elles été si difficiles à démêler chez nous? Pourquoi furent-elles si embrouillées?

Il y a à cela plusieurs raisons. La monstrueuse, l'étouffante *bériovchtchina* a lourdement pesé sur le cours des événements. C'est elle qui conduisit à la cynique falsification des faits, aux aveux forcés, aux méthodes abjectes d'instruction, aux tortures morales et physiques. Ce qui compliquait la compréhension des faits c'était que des mensonges perfides s'em mêlaient à une fantaisie morbide, aux grains de vérité, et à des présomptions qui reflétaient la lutte de classes, réelle dans la période précédente, et l'activité ennemie. Cela concerne en particulier l'affaire de Lechowicz et de Jaroszewicz. Il y avait aussi un contrôle, insuffisant, le fonctionnement défectueux de la commission pour les affaires de la Sécurité publique, résultats de l'absence de direction collégiale au Bureau politique et au Comité central et du style de travail de toute cette période; ce que j'ai déjà décrit dans ma déclaration.

« L'affaire la plus compliquée fut celle de Lechowicz et Jaroszewicz (ministre et vice-ministre du Ravitaillement, en 1948, arrêtés la même année sous l'inculpation d'espionnage, condamnés, en 1955, à quinze ans de prison, récemment réhabilités, N.D.L.T.). Elle s'étayait sur des documents irréfutables d'archives prouvant l'activité au 2° Bureau, avant la guerre, des accusés, ainsi que leurs rapports avec des centres ennemis pendant l'occupation. D'autre part, elle se rattachait traquiquement aux camarades liés avec le service des

renseignements de la Garde et de l'Armée populaires (*organisations communistes de résistance*, N.D.L.T.).

« Les procès-verbaux qui nous parvenaient de l'instruction de cette affaire, en 1949, laissaient subsister des doutes; aussi demandai-je à la commission du Bureau politique un contrôle plus approfondi. Comme cela n'a pas donné non plus de meilleurs résultats, je proposai d'enregistrer directement l'instruction sur une bande. Après l'avoir écoutée, nous avons conclu que l'instruction était menée d'une façon défectueuse. Je proposai donc de soustraire cette affaire à Rozanski et de créer une commission spéciale qui procéderait à une analyse minutieuse de l'instruction. Cette commission, présidée par le camarade Mazur, fut chargée de cette affaire en 1950. Toutefois, elle n'a pas réussi à connaître des abus les plus flagrants, ni l'emploi des méthodes inadmissibles, lesquels furent entièrement dévoilés quelques années plus tard.

« D'après les procès-verbaux de cette affaire qui nous parvinrent de 1951 à 1952, le rôle de plusieurs personnes apparaissait confus et l'emploi des méthodes interdites fut dissimulé à la direction.

« L'affaire Field eut lieu dans l'atmosphère qui régnait au cours de toute la période commencée par le procès Rajk, en septembre 1949, à travers celui de Slansky, en novembre 1952, jusqu'aux événements ultérieurs. Les méthodes appliquées par Rozanski furent connues plus tard, lorsque certaines personnes, injustement inculpées, se trouvèrent en liberté.

« L'affaire de Tatar, et d'autres, fut provoquée à l'instigation du ministère de la Sécurité publique à la suite des présomptions, soupçons et du matériel qui, dans l'atmosphère de 1949, exigeaient une vérification. Peu après, elle fut reprise par l'Information militaire (le 2° Bureau de l'Armée, N.D.L.T.) qui, à l'aide des méthodes les plus perfides et les plus brutales, monta tout un complot. C'est en vertu de ces documents trompeurs et des insinuations que fut arrêté, en mai 1950, le camarade Spychalski et, en 1951 — à la suite des dépositions faites dans une affaire en cours — le camarade Gomulka.

« Lors de mes entretiens avec le camarade Bierut, je me suis fermement opposé aux conclusions du procureur, relatives à quelques verdicts de mort rendus dans l'affaire de Tatar, n'ayant pas eu confiance, en dépit de la psychose d'alors, en plusieurs griefs d'accusation.

« Longtemps, je me suis opposé à l'arrestation du camarade Spychalski. Dans ce cas, la pression de la *bériovchtchina* fut particulièrement brutale. Au cours de l'instruction de cette affaire, je me suis résolument prononcé contre toutes tentatives d'inclure le camarade Spychalski au prétendu complot de Tatar. J'exigeai des faits concrets. J'ai résisté à plusieurs reprises aux exigences et aux pressions de Skoulbachewski et Vosniessinski (qui furent plus tard punis en Union soviétique) pour confier l'affaire Spychalski à l'Information militaire. Je me suis à cette occasion exposé à des suspicions non équivoques et à des menaces, puisque, dans le passé, j'avais collaboré étroitement avec le camarade Spychalski. J'ai maintenu fermement ma position dans les conversations avec le camarade Bierut. Quelles méthodes eût connu le camarade Spychalski, si l'instruction avait été menée par l'Information, il n'est pas difficile de le deviner: il y a l'exemple du camarade Kuropieska, qui, comme on le sait, fut condamné à mort.

« Nous avons rejeté plusieurs projets d'acte d'accusation contre le camarade Spychalski, celui notamment de 1952, car ils étaient artificiels et excessifs. Pendant tout ce temps, je n'ai pas ménagé mes efforts pour connaître la vérité et éviter une lourde faute.

« J'étais toujours opposé à l'arrestation du camarade Gomulka. Celle-ci se produisit à la suite des dépositions provocatrices au procès de Tatar. Je me trouvais alors à l'hôpital, après une grave opération. De même, au cours de l'instruction, je n'ai jamais cru que le camarade Gomulka eût participé à un complot; je demandai que des faits concrets fussent établis.

« Comme on le sait, Bériia voulut monter un procès; ses pressions dataient de longtemps et n'avaient pas de cesse. Les premières tentatives avaient été faites lors du procès Rajk, en 1949. On le fit d'une manière brutale et provocatrice au procès Slansky, où l'on invita, dans un but non équivoque, des représentants de notre Parti. C'est à cela que visaient les stupides dépositions qui rattachaient le camarade Gomulka à une diversion imaginaire de Zilliacus et d'autres. C'était fin 1952.

« Dans l'affaire Komar, Leder et d'autres camarades, je n'ai pas cru dès le début aux reproches formulés contre eux. Je me rappelle « les révélations » fournies dans la nuit de la Saint-Sylvestre 1953 par l'Information, lesquelles, à l'aide des méthodes les plus abjectes, portaient des accusations contre plusieurs membres du Bureau et du Comité central.

« Profondément convaincu qu'il y avait dans cette affaire provocation et que l'instruction avait été menée par des méthodes inadmissibles, je contribuai à créer une commission spéciale, présidée par le camarade Ochab, en vue d'accélérer la recherche de la vérité. Cela se passait dans des conditions extrêmement difficiles. Nous oublions pas que le 10 janvier 1953 fut publié le communiqué sur les médecins.

« Je dois dire quelques mots de ma situation au cours des années 1949-1953, lorsque Bériia eut conçu contre moi des soupçons d'espionnage me reprochant d'avoir été en rapports avec Noël Field.

« Noël Field, lors de son séjour en Pologne en 1948, m'avait demandé une entrevue; je l'ai refusée ne le connaissant pas. Par l'intermédiaire de la camarade Anne Duracz, qui travaillait à mon secrétariat, il me remit une lettre. Field avait connu la camarade Duracz à Paris, en 1945, où elle s'était trouvée après sa libération d'un camp et où elle bénéficia de l'aide des différentes organisations humanitaires dont il faisait partie. La camarade Duracz considérait Field comme un homme honnête, dévoué à l'idéal et c'est ainsi qu'elle me présenta son affaire. Dans sa lettre, Field me demandait de mettre au clair, éventuellement de rectifier les reproches qui lui étaient faits et de reconnaître ses mérites pour le mouvement antifasciste au cours des années antérieures. Je n'ai pu, bien entendu, rien faire pour lui.

« En 1949, Field qui, au procès de Rajk, était considéré comme le principal espion américain, fit état dans ses dépositions à Budapest de la lettre qu'il m'avait adressée; il reconnut avoir connu Anne Duracz en 1945. Bériia et Staline furent mis au courant; à partir de ce moment, je fus l'objet de terribles attaques et d'accusations d'espionnage.

« Au sujet d'Anne Duracz, il y eut l'ingérence directe de Staline. Je me suis jusqu'à la fin opposé

à l'arrestation, ayant été profondément convaincu de son innocence, sans connaître encore toute la vérité sur Field. Le camarade Bierut me défendait alors avec dévouement des reproches d'espionnage, et cela pendant plusieurs années, les pressions ayant été constamment renouvelées. Les camarades Ruminski et Lapot peuvent avoir des doutes, mais nous savons bien quel fut le sort de tous ceux qui, en 1949 et dans les années suivantes, furent soupçonnés d'avoir été en contact avec Field. Il n'y a aucun doute que si le camarade Bierut ne m'avait pas alors défendu aussi fermement, j'aurais pu, aujourd'hui, tout au plus être exhumé.

« Il est évident que tout cela pesa sur mon travail. J'ai demandé à plusieurs reprises la possibilité de me retirer des affaires de la sécurité et de celles du ministère des Affaires étrangères; j'évitais dans cette période des contacts avec des gens, j'évitais de me montrer en public, ce que de nombreux camarades n'ignorent point.

« Comme je viens de l'affirmer, toutes ces affaires pénibles avaient lieu dans les conditions d'une pression incessante de la part de la bériovchtchina, pression exercée tant sur les chaînons supérieurs du pouvoir que sur l'Information militaire, jusqu'à l'opinion publique, et organisée sur une vaste échelle, à travers les procès de Budapest, de Sofia et de Prague.

« Pour évoquer l'atmosphère de cette période, je ne citerai que quelques cas témoignant de la violence de cette pression, à laquelle il fallait résister. C'est ainsi que le camarade Bierut reçut de Bériia une longue élucubration au sujet du camarade Daniszewski (historien officiel du Parti, directeur des Archives du P.O.P.U., N.D.L.T.) que l'on voulait inculper dans l'affaire Kostov, à la suite de dépositions provocatrices, en l'accusant d'espionnage et de trahison, reproches stupides et iniques. Puis, on nous fit parvenir des documents relatifs à la camarade Feder l'accusant d'avoir été un des chefs de l'Organisation militaire polonaise (P.O.W.), en 1919, et exigeant son arrestation. Nous repoussâmes ces reproches insensés.

« Il y eut nombre d'autres affaires du même genre que je ne citerai pas. Le désespoir au cœur, nous nous opposions dans la mesure du possible à ce cauchemar.

« Mais je ne voudrais guère estomper l'influence d'un autre facteur. En effet, moi-même je subissais en partie la psychose des suspicions, des différents complexes dans les affaires précitées, celle de Tatar, par exemple, cédant à la suggestion des documents provocateurs.

« Il ne faut pas non plus perdre de vue les actes de dégénérescence et de dépravation morale qui s'accomplissaient dans certains services de la sécurité.

« Quelle était ma ligne de conduite? Celle qui consistait à faire les plus grands efforts pour vérifier les griefs et pour connaître la vérité. Deuxièmement : à rejeter résolument les conclusions et les décisions irréversibles, criminelles, irréparables, quitte à faire tergiverser l'affaire. C'est ainsi que se déroulait la lutte pour les camarades Spychalski et Komar, c'est ainsi que l'on repoussait toute possibilité d'intenter un procès artificiel, de provocation contre le camarade Gomulka.

« On peut me reprocher que c'était là un comportement de demi-mesures. Sans doute. Mais dans la période de la bériovchtchina effrénée et du culte prédominant de Staline, y avait-il un autre moyen de sauver les vies humaines?

« A présent, je voudrais souligner où résident mes principales fautes.

« Premièrement : dans un contrôle insuffisant, dans une confiance excessive à l'égard de la Sécurité et de l'équipe de conseillers, dont certains étaient de vieux camarades que je connaissais depuis mon enfance. C'est pourquoi des choses abjectes pouvaient se passer sous mon nez et je les ignorais. C'est pourquoi j'acceptais les conclusions issues de données insuffisantes. Cette amère et douloureuse expérience exige que de telles choses ne se répètent plus jamais.

« Ma seconde faute, je la vois dans le manque de fermeté et de force dans les affaires pendantes que l'on put régler en 1954-1955.

« Pourquoi il en fut ainsi? En raison des complexes, des inhibitions, d'une fausse crainte d'ébranler l'autorité des pouvoirs publics dans la situation d'alors qui fut celle d'une lutte aiguë. Tout cela provoqua des conflits tragiques pour moi-même. Je vivais sous le poids d'une double angoisse, sans parler du cauchemar des suspicions d'espionnage qui m'a poursuivi pendant les cinq longues années. Mais les doutes surgissaient en moi-même : est-ce que j'agis justement dans chaque cas qui, dans une mesure quelconque, peut peser sur la destinée d'un homme? Est-ce que ma solution est bien la meilleure, dans ces circonstances complexes et si enchevêtrées pour le Parti?

« Je voudrais parler d'une question délicate mais essentielle, celle de nos relations avec l'U.R.S.S., des expériences soviétiques dont nous bénéficions.

« Premièrement : nous avons souvent, très souvent, calqué directement les modèles et les canons soviétiques. Moi-même j'étais également enclin à transporter chez nous, sans esprit critique, les expériences soviétiques des différents domaines sans les soumettre à une analyse concrète...

« Deuxièmement : le problème des rapports entre notre Parti et le P.C. de l'U.R.S.S., de la souveraineté et de la solidarité internationale, problème très compliqué, bilatéral, concret que l'on ne peut régler par des formules générales, mais uniquement dans la pratique de tous les jours.

« Nous savons qu'au cours de la période stalinienne, ces rapports ont été souvent établis d'une manière anormale, déformée; mais la force du socialisme est si grande qu'en dépit d'une mauvaise pratique et de graves fautes, les résultats des douze années de nos relations avec l'U.R.S.S. constituent dans l'ensemble une valeur inestimable pour notre Parti et pour le pays. C'est grâce à eux que la Pologne a acquis sa nouvelle forme et qu'elle a pu faire un grand bond historique.

« Je n'évoquerai à ce propos que deux affaires, celle de la création, en septembre 1947, du Bureau d'information et la décision de celui-ci, de juin 1948, relative à la collectivisation. Nous n'avions pas partagé le point de vue des camarades soviétiques au sujet du Bureau d'information; nous avons défendu notre position. Je me rappelle que Jdanov m'a sévèrement critiqué. Mais lorsqu'il fallut se prononcer pour ou contre l'adhésion, ce fut la solidarité internationale qui l'emporta. Je suis profondément convaincu que tout autre décision n'était pas alors possible.

« Quant à la décision du Bureau d'information sur la collectivisation, j'ai demandé, au nom de la délégation polonaise, de remplacer le mot « col-

lectivisation » par « coopératisme ». Il s'agissait, bien entendu, non point des mots, mais de leur contenu, des formes différentes de coopératisme à la campagne dans notre pays. L'amendement fut repoussé.

« Devions-nous voter contre la résolution? J'estime que nous avions raison de voter pour. Les camarades Zawadzki et Spychalski ont fait alors partie de la délégation.

« Il faut expliquer l'amère et tragique énigme des deux aspects des années 1934-1953. Il ne nous convient pas d'écarter ce problème ni de nous contenter de facilités. Il faut que chacun de nous comprenne comment concilier ces choses : au cours de ces vingt années, un pas si énorme fut fait pour restreindre l'influence du capitalisme, libérer les pays coloniaux, affaiblir l'impérialisme et donner l'essor au socialisme; et en même temps se produisirent les choses affreuses qu'il est impossible d'admettre, tant de crimes, tant d'amertumes et tant d'innocentes victimes. (...)

« (...) Je sais que j'ai commis de nombreuses fautes, que, sans le vouloir, j'ai fait du tort à certains camarades et à la cause, et cela me tourmente. Dans ces situations embrouillées, je n'ai pas toujours su trouver une solution conséquente, une attitude juste, en particulier de 1954 à 1955. Mais j'ai toujours agi de bonne foi, avec le désir d'accomplir au mieux mon devoir. (...) »

Défense et critique du système

LE CAMARADE ZENON NOWAK. — ... Au cours de la lutte pour la démocratisation, nous avons toléré, à tort selon moi, une attaque générale contre toutes nos institutions, contre notre Parti et notre régime. (...) Nous devons dire nettement et clairement que nous voulons la démocratisation de notre régime, une démocratie socialiste et en particulier la participation des ouvriers à la gestion des entreprises, mais non le retour à la démocratie capitaliste, dont rêvent certains.

« La question suivante, celle de nos relations avec l'U.R.S.S., fut déjà suffisamment mise à profit par des éléments ennemis.

« (...) Sans doute, ce sont des questions très délicates, complexes, mais j'estime que nous avons tort de tolérer les nombreuses déclarations qui renchérissent sur certaines questions. Existe-t-il des choses dans nos relations avec l'U.R.S.S. qui demandent à être réglées? Elles peuvent exister, sans doute, elles existent sans doute, mais j'estime que faire autour d'elles tant de bruit ne favorise pas le règlement ou l'amélioration de nos rapports avec l'U.R.S.S...

« Maintenant, si vous voulez, camarades, la question de l'antisémitisme.

« C'est moi qui en ai parlé à la précédente réunion plénière. Certains camarades ont été d'accord avec moi quant au principe, d'autres pensaient qu'on pouvait en parler, mais pas à la réunion plénière.

« (...) Vous savez bien que notre politique des cadres favorisait souvent l'antisémitisme. Vous pouvez être en désaccord avec moi là-dessus, tant pis. Mais j'estime qu'il faut éviter tout ce qui peut exciter l'antisémitisme. (...) On fait beaucoup de bruit autour de cette affaire qui a détourné l'attention des organisations du Parti des problèmes de première importance. (...)

« Il faut se rendre à l'évidence que tout ce que vient de dire le camarade Gomulka repré-

sente un changement radical dans notre politique à la campagne. (...) Il est certain, comme l'a dit le camarade Gomulka, que les coopératives agricoles nous coûtent cher. Mais si nous limitons l'aide en faveur des coopératives (agricoles) ainsi qu'il le propose dans son exposé, le mouvement coopératif à la campagne sera freiné. (...)

« Une autre question importante traitée par le camarade Gomulka est celle des restrictions à l'égard des koulaks. Ce problème, sans doute nouveau, donne lieu, à mon avis, à nombre de réserves. (...) Il me semble qu'il serait injuste de renoncer à la politique des restrictions en la matière. (...) »

LE CAMARADE THADÉE DANISZEWSKI. — ... Nous sommes à la remorque des événements, ce qui crée l'impression dans l'opinion publique que tout ce que l'on réalise en matière de démocratisation s'effectue contre nous, pour nous contredire. Souvent, ce n'est pas nous qui discutons les faits vivifiants de la démocratisation, pour renforcer le Parti et son autorité, mais bel et bien les éléments qui nous sont plus ou moins hostiles.

« Il y a chez nous des éléments qui, dans la lutte — il faut dire dans la lutte *légitime* — contre les déformations du passé, vont très loin, jusqu'à mettre en doute les principes mêmes de notre conception du monde. Pour combattre l'enjolivement de la réalité, qui a été jusqu'ici en vogue, ils n'hésitent pas à représenter dans un miroir déformant notre passé et notre présent, niant d'emblée ou passant sous silence les conquêtes historiques de la Pologne populaire; agissant pour la plupart inconsciemment, ils font du tort au pouvoir ouvrier et paysan ainsi qu'à notre Parti. (...) »

« Au cours de ces derniers mois, la presse a publié des articles qui, à côté de remarques justes, font état d'idées qui doivent susciter des doutes et des réserves. Le drame ne réside guère dans le fait que ces articles aient paru, mais qu'ils ne rencontrent aucune polémique sérieuse, la polémique du point de vue marxiste-léniniste. (...) »

Bureaucratie du Parti

LE CAMARADE SPYCHALSKI. — (...) « Pour mettre en application les « directives » et les « conceptions » du socialisme dans l'engrenage du plan », cet appareil centralisé de la bureaucratie, il fallut mettre en œuvre tout l'arsenal des armes moisis de chantage, de pression, de provocation, de mensonge; renfermer les forces socialistes, rapidement accrues, dans le cadre étroit et périmé qui ne leur convenait plus. Les promoteurs de telles « conceptions » mirent à profit « l'affaire yougoslave » et celle « des déviations nationalistes et de droite » pour prouver, contrairement aux faits, « la véracité » de leur schéma.

« C'est là l'origine des méthodes indignes de notre régime, pratiquées en politique, dans le Parti et sous l'appareil de la sécurité. Méthodes qui réfrénèrent pour des années la démocratisation et l'initiative socialiste des masses et qui permirent :

« 1° d'exploiter l'honnêteté du Comité central, comme cela eut lieu à la réunion plénière de novembre 1949, pour en faire, au moyen de provocation et de faux renseignements, un endroit de suspicion, de méfiance, où l'on confectionnait des dangers imaginaires;

« 2° de substituer (...) à la méthode de persuasion celle de la force physique et de contrainte;

« 3° de donner jour à un « super-parti » au sein du Parti.

« Ce sont ces méthodes qui conduisirent au mensonge généralisé et à la dégénérescence de la vie publique et de celle du Parti. Elles aboutirent aux arrestations sur la foi de documents préfabriqués, sans qu'il ait été possible de s'expliquer ou d'user des moyens normaux de défense.

Rapports avec l'U.R.S.S.

LE CAMARADE EDOUARD OCHAB. — (...) Il me semble qu'en ce moment il convient de porter toute notre attention sur les problèmes essentiels, ceux notamment qui menacent l'évolution normale des rapports polono-soviétiques; il faut aussi soumettre à l'appréciation le style du travail de la direction, les erreurs de celle-ci et mes propres erreurs.

« Au cours des mois derniers, nous avons vécu — et moi-même sans doute tout particulièrement — tant d'amertumes qu'il semblait qu'il fût impossible d'avaler des pilules plus amères. Or, pendant les deux derniers jours, de nouveaux faits pénibles eurent lieu, dont on pourrait dire que jamais on n'eût à en supporter d'aussi cuisants. C'est ainsi que, lors des entretiens avec nos amis soviétiques, j'ai entendu des reproches inouïs et tout à fait injustifiés. De même, j'ai affronté un autre phénomène — bien que lié avec le sujet de ces entretiens mais constituant un problème en lui-même — lorsque j'ai pris connaissance des déclarations des étudiants et des ouvriers, des résolutions et des propos tenus dans des réunions; ces personnes disaient qu'elles voulaient défendre le Comité central contre l'armée qui soi-disant le menaçait, le défendre devant l'armée soviétique. Qui d'entre nous aurait jamais imaginé que les membres du Parti aient pu se trouver devant un tel problème; d'envisager la prétendue menace de la part de l'armée ou de la part des amis? (...) »

Il est impensable que la presse de l'Union soviétique puisse publier des articles calomniant notre pays, comme le stupide et nuisible article paru dans la *Pravda*, qui, partant d'une fausse position, juge les erreurs réelles de notre presse et le mauvais état d'esprit qui se crée dans le pays, et dont les conclusions finales tombent tout à fait faux.

« Qui en est responsable? La réponse doit être claire. La responsabilité de cet état malsain, inquiétant, manifesté par certains organes de notre presse n'incombe pas aux rédacteurs en chef, ni à des journalistes en mal de copie, qui écrivent parfois des bêtises, mais à nous, la direction du Parti, et en particulier au premier secrétaire du Comité central. (...) »

« En ce moment, je ne voudrais que souligner la nécessité de surmonter l'état d'esprit antisoviétique qui ne sévit pas que dans la presse; il résulte des solutions insuffisantes — ou du manque de solutions — apportées par la direction du Parti, et à temps, dans les douloureuses et difficiles questions internationales que l'on pourra régler par une tactique juste. Dans l'ambiance des erreurs et des retards, il se crée une étrange situation où les communistes, tout en parlant la même langue et visant au même but, ne se comprennent pas mutuellement.

« Il faut surtout rappeler aux masses que nous serons toujours avec l'Union soviétique, pour le bien comme pour le mal, que les tanks soviétiques défendront les masses polonaises; et bien que nous ayons à supporter cette honte que de-ci de-là s'élèvent des voix stupides, des commentaires irréfléchis et des conclusions désespérées sur la nécessité de nous défendre des tanks soviétiques, nul doute ne subsiste que notre classe ouvrière les regarde autrement, ces tanks et l'Armée soviétique. La classe ouvrière, de même que toute la nation voient dans l'Armée soviétique une armée alliée, celle qui défend notre frontière et notre indépendance. (...)

« Je ne me sens nullement autorisé ni suffisamment au courant des choses pour apprécier dans quelle mesure les méthodes employées par la direction du P.C. de l'U.R.S.S. dans la situation soviétique sont justes; elles le sont probablement. Nos camarades, par des méthodes très dures, se défendent de rejeter le *vieux* d'une manière spontanée, mais le font à la façon organisée; cette façon, qui peut être appréciée différemment, est en tout état de cause celle qui ne convient pas à notre situation.

« Comme vous vous le rappelez, camarades, vous m'avez désigné au poste de premier secrétaire dans une période particulièrement difficile pour notre Parti. J'ai dit alors que les tâches que nous devons affronter dépassaient mes faibles moyens et que la seule chance de les accomplir consisterait dans la direction collective. Une telle direction, nous n'avons pas réussi à la faire. (...)

« Le fait est que notre direction n'a pas su éviter au pays la tragédie de Poznan. Tragédie qui nous prit au dépourvu, c'est-à-dire que nous connaissions insuffisamment, sinon superficiellement, la situation réelle, le véritable état d'esprit dans le pays.

« De prime abord, suivant le sillon traditionnel, nous avions essayé d'expliquer les événements de Poznan par des facteurs extérieurs. Nous avons été solidaires à cet égard de certains partis frères qui avaient d'emblée cherché l'action d'une agence impérialiste. On doit le pardonner aux autres partis qui ne sont guère en état de connaître les faits aussi bien que nous. Puis, nous avons honnêtement analysé l'origine des événements. Conformément à la position du Comité central, j'ai dit à la réunion de Zispo que la direction du Parti se sentait en premier lieu responsable de la situation sociale qui fit naître les manifestations ouvrières de Poznan. Je ne veux pas répéter l'analyse qui fut faite à la VII^e Réunion plénière. Je tiens néanmoins à dire que nous avons incorrectement jugé la situation au moment des événements de Poznan et que la responsabilité de cette erreur pèse sur nous lourdement. Il faut établir la cause de cette erreur. Il faut sans doute la chercher dans la bureaucratie excessive de l'appareil du Parti et de la direction elle-même. (...)

« Notre attitude n'a pas été conséquente par rapport au courant, dit démocratique qui se manifesta dans le pays. (...) Ce courant se développa spontanément; non pas que la direction du Parti témoignât de la résistance au nouveau ou qu'elle ne comprît pas la nécessité de se départir des vieilles méthodes; mais tout simplement parce que nous avons été portés à mesurer le puissant mouvement spontané à l'aide de vieux calibres et que nous nous sommes leurrés de pouvoir le diriger par les moyens traditionnels.

« Je partage entièrement l'opinion du cama-

rade Gomulka : bien que la gestion ouvrière soit sans conteste une revendication juste (...), son application sur une vaste échelle exige que le problème ait été auparavant minutieusement étudié par rapport à ses effets économiques et financiers. C'est à ces derniers que nous devons penser avant tout, les réserves dont nous disposons étant minimales et la situation du pays très difficile. Pourvu qu'elle ne nous oblige pas à prendre des décisions dramatiques dans le proche avenir. (...)

« Force est de constater que parfois nous n'avons pas été suffisamment au courant de la véritable situation économique. C'est avec honte que j'évoque maintenant avoir affirmé, après la VII^e Réunion plénière, que les directives adoptées par cette réunion au sujet du plan quinquennal étaient possibles et réalisables; je l'ai dit de bonne foi, pensant que j'avais le droit de le dire. Présentement, nous savons que les chiffres cités par les ministères et par la commission de planification économique n'ont pas été suffisamment vérifiés, que l'état réel est bien pire que ce que nous pensions lors de la VII^e Réunion.

« Face à une situation difficile, nous avons fait des efforts pour la dominer, mais nous n'avons pas su accomplir les tâches que nous présentait la vie. C'est sans doute la faute de toute la direction, mais la plus grande responsabilité en incombe à moi, en tant que premier secrétaire du Comité central. J'estime que vous devez en tirer les conclusions. Après une profonde réflexion, j'ai donné ma démission que le Bureau politique a accepté. Je suis convaincu que le camarade Wieslaw, désigné au poste de premier secrétaire, nous aidera à surmonter les difficultés dans lesquelles se trouve le Parti. »

Economie de guerre

LE CAMARADE HILARY MINC. — ... (*Examine longuement les fautes commises en matière économique.*) Parmi les difficultés imprévisibles auxquelles se heurta l'application du plan, « il convient de souligner l'accroissement des dépenses militaires, un accroissement imprévu, brusque et très considérable, l'intensité de la guerre froide de 1950 à 1953 et les difficultés qui découlèrent de l'embargo mis sur un grand nombre d'importants articles importés des pays capitalistes dans ceux de notre camp, y compris la Pologne.

« La situation internationale étant devenue très tendue à partir de 1950, dès le début de 1951 les décisions furent prises en vue d'accroître sensiblement les dépenses militaires. Cet accroissement fit un bond d'autant plus brusque que dans le plan triennal (1947-1949) nous avions consacré — à bon escient et pour réaliser plus rapidement la reconstruction du pays — des moyens très modestes à la défense nationale... Notre situation était beaucoup plus défavorable que celle par exemple de la Tchécoslovaquie où il existait les bases de l'industrie de défense qu'il ne fallait que développer et mettre en marche. Nous, au contraire, devons tout construire.

« La réalisation du plan des armements et de l'accroissement des forces armées fut l'objet de dissensions avec le ministère de la Défense nationale et l'état-major. Ceux-ci exigeaient toujours davantage et chaque poste de dépenses donnait lieu à une « guerre », une guerre entre parenthèses, mais qui en fut une. L'extension de l'industrie des armements et des forces

armées compromet l'équilibre du plan, équilibre qu'il était possible de maintenir quelles que fussent les fautes initiales. Elle accapara « la crème » de la production, soit : tôles non ferreuses, roulements à billes, tuyaux, machines de haute précision, etc., de même que les meilleurs techniciens et ingénieurs, ce qui empêcha également l'exécution des plans d'investissements dans nombre de branches industrielles.

« Ce fut cette extension qui aboutit à la quasi « économie de guerre » des années 1951-1953. Ajoutée aux insuccès de l'agriculture, elle provoqua la hausse des prix des denrées alimentaires et des articles industriels ainsi que l'abaissement du niveau de vie. L'équilibre du marché en fut profondément ébranlé et ne pouvait plus être maintenu que par des moyens artificiels telle une réglementation partielle. »

Fidélité à l'U.R.S.S.

LE CAMARADE F. JOZWIAK-WITOLD. — ... Il ne fait pas de doute que durant plusieurs mois une campagne effrénée a été déclenchée contre le Parti et sa direction, contre le gouvernement, l'Union soviétique et notre régime social. On a voulu dire que tout ce qui a été fait à ce jour par la classe ouvrière, par les masses laborieuses des campagnes et par les intellectuels ne valait rien. Pouvaient-ils regarder passivement cette inique besogne? (...)

« Les relations polono-soviétiques ont pris racine sur le terrain de nos aspirations et intérêts communs qui avaient pour but l'édification du socialisme et du communisme. Notre amitié avec les peuples de l'Union soviétique remonte loin dans l'histoire. Dans le passé, il existait des gens qui voulaient brouiller la classe ouvrière polonaise avec celle de Russie. (...) Ils n'y ont pas réussi, par le passé, ils ne réussiront point à présent. L'amitié de nos peuples n'est pas provisoire, elle est durable et permanente et nul ne saura la briser. (...)

« Récemment, des éléments antisoviétiques ont essayé d'ébranler le profond dévouement et l'amitié entre nos peuples, en déchaînant la propagande antisoviétique. Certains camarades ont voulu en expliquer l'origine par le fait qu'il y aurait dans les relations polono-soviétiques nombre de problèmes qui n'avaient pas été réglés et que l'ennemi a mis à profit pour déclencher des attaques contre l'Union soviétique.

« Il est difficile d'admettre une telle allégation, car les problèmes qui se sont posés n'étaient pas des plus importants et il était possible de les résoudre par voie d'accords normaux. Ce n'est pas là que réside le fond des choses, mais dans le fait que l'on n'a pas repoussé la campagne antisoviétique en plein développement, campagne préméditée et dirigée par les ennemis de notre patrie populaire.

« Certes, il est impossible de nier de petits litiges (dans nos relations) et de ne pas les aplanir, mais ils n'ont été qu'un prétexte pour déchaîner la propagande contre l'Union soviétique. Ce n'est pas par hasard que l'on a appelé la période stalinienne celle de la contre-révolution, cela fut nécessaire pour attaquer l'Union soviétique. Ces jours derniers prouvent qu'il ne faut pas sous-estimer la campagne hostile, antisoviétique; parmi les nombreuses lettres qui sont parvenues à cette réunion plénière, il y en avait qui attaquaient directement l'Union soviétique. L'atmosphère antisoviétique est devenue trop

dense pour qu'on puisse la supporter avec calme. (...)

« J'en appelle au Comité central pour qu'il maintienne le camarade Rokossowski au Bureau politique. L'exclure du Bureau, dans une période aussi orageuse, serait politiquement injustifiable. Une telle exclusion n'aiderait pas le Bureau futur, au contraire, elle le desservirait. (...) Il ne faut pas qu'une telle décision donne des atouts à nos ennemis pour continuer la campagne antisoviétique. (...)

« Plusieurs remarques du camarade Gomulka ayant trait aux défauts et insuffisances de nos coopératives agricoles de production, ainsi qu'aux stations de machines d'Etat et de communes semblent justifiées. (...) Je pense que si l'on cesse d'aider les coopératives agricoles, particulièrement à l'étape présente de leur développement, on arrêtera ce développement. Il est par contre raisonnable de consolider les coopératives anciennes et saines, il l'est aussi d'en ouvrir de nouvelles. (...) Il faut faire tout pour continuer la collectivisation à la campagne. Il sera nécessaire d'examiner le problème des crédits à long et à court terme.

« Il en est de même des contingents obligatoires. Si nous voulons nous décider à modifier le système actuel, il faudra d'abord bien réfléchir, toute décision inconsidérée pouvant provoquer nombre de difficultés économiques. (...)

« Quant aux élections générales (fixées d'abord au 16 décembre 1956, ensuite au 20 janvier 1957, N.D.L.T.), je crains que nous ne surestimions la situation; car, à côté d'un courant sain, désireux d'étendre la démocratisation, il existe des éléments réactionnaires qui relèvent la tête et qui, à la faveur de la période électorale et des élections, veulent renforcer leur position. La vigilance ne fera pas de mal. (...)

L'ennemi n'y est pour rien

LE CAMARADE JOSEPH CYRANKIEWICZ. — Certains attribuent l'ambiance de ces jours à l'activité de l'ennemi et supputent déjà des thèses sur ses agences. C'est une mélodie connue d'un orgue de Barbarie. Mais de cet orgue, on a tellement joué dans nos pays au cours des années écoulées, qu'à présent il grince, craque et ne donne que de faux sons. Je ne nie pas l'existence ni l'activité de l'ennemi, mais j'estime qu'il faut commencer par lui enlever les bases de son action, qui résident dans nos fautes, dans notre dislocation, dans les insuffisances de notre direction.

« Un autre problème qui divise la classe ouvrière et toute la population est celui des relations avec l'Union soviétique, problème fondamental pour le socialisme. (...) Qu'il soit impossible de construire le socialisme en Pologne sans la coopération avec l'Union soviétique et sous son amitié, cela fut notre principe pendant les années les plus difficiles qui étaient en même temps celles d'épouvantables déformations. (...) J'affirme en toute conscience que je conçois ainsi les choses, que je défendrai ce point de vue, de même que le défendront notre Parti, la classe ouvrière tout entière, toutes les forces progressistes de la nation, son énorme majorité. Cela découle à la fois du profond internationalisme, lequel n'est pas un slogan mais un outil concret du mouvement révolutionnaire, et de la raison d'Etat de la nation polonaise. Quiconque tente de mettre le brandon de discorde entre la

Pologne et l'Union soviétique est l'ennemi de la nation polonaise et de ses intérêts primordiaux. (...)

« Le communiqué d'hier relatif à nos conversations communes exprime les aspirations à développer entre nos partis les rapports d'une collaboration franche et amicale, étayée sur les principes d'égalité. C'est l'unique voie que nous avons et nous ferons tout pour la poursuivre. »

LE CAMARADE ALEXANDRE ZAWADZKI. — Les événements tragiques de Poznan eurent lieu. Nous en avons analysé les causes à la VII^e Réunion plénière. Nous les avons analysées d'une manière juste, sans toutefois en tirer toutes les conclusions nécessaires en vue de réaliser, en tant que Parti et sa direction, les résolutions de la VII^e Réunion. Après avoir décidé de relever de 30 % le niveau de vie des masses laborieuses au cours du plan quinquennal, nous avons pourtant prêté une oreille complaisante, sans réagir comme il le fallait, aux récriminations qu'un tel relèvement n'était pas possible. Cette attitude n'a pas contribué à entraîner à l'action, à un nouveau style de travail le Parti, ni les ministères, ni les organisations syndicales; elle n'a pas fait croire aux masses que ce ne sont pas de nouveaux mensonges et que cela irait mieux. (...)

« Les camarades Wieslaw, Cyrankiewicz, Ochab et moi-même, nous avons reçu hier une délégation de plusieurs dizaines de personnes représentant différentes entreprises de Varsovie ainsi qu'une autre, composée à la fois des délégués de « Forge Lénine » et de l'Université de Cracovie.

« Ces délégations nous ont soumis les résolutions de leurs entreprises, institutions et facultés, et posé de nombreuses questions.

« A en juger par l'état d'esprit de ces personnes, mues sans nul doute par un profond souci, la situation est grosse non seulement des problèmes qui hantent les masses laborieuses et la jeunesse, mais aussi d'une grande impatience et d'une méfiance nerveuse.

« On nous a demandé d'emblée — je le répète textuellement — si le Parti voulait prendre en mains et diriger le processus de la démocratisation. Nous avons répondu que c'est précisément à ce problème, si important pour le pays, qu'est consacrée cette VIII^e Réunion plénière de notre Parti.

« L'entrevue dont je parle nous a prouvé — ce qui est essentiel pour le présent et pour l'avenir — que malgré l'énorme inquiétude qui témoigne de graves troubles dans les relations entre le Parti et la classe ouvrière, malgré une profonde crise de confiance à l'égard du Parti et du pouvoir populaire, la confiance existe quand même dans les cœurs des travailleurs de notre pays, et elle se manifeste dans leurs aspirations. Les gens veulent que le Parti se mette entièrement, sans hésitations et sans réserves à leur tête, qu'il précise sa ligne politique, qu'il étende l'initiative et les expériences des fractions d'avant-garde de la classe ouvrière. (...) »

Trop de servilité à l'égard de l'U.R.S.S.

Certains membres du Comité central qui, faute de temps, n'avaient pu prendre part à la discussion, envoyèrent le texte de l'intervention qu'ils comptaient faire. Ces textes figurent dans Nowe Drogi à la suite du compte rendu des débats. De celui d'Arthur Starewicz, nous extrayons les passages suivants :

ARTHUR STAREWICZ. — D'où vient l'actuelle crise politique? Elle vient avant tout de la crise de confiance en le parti et en sa direction. Certains ramènent tout au problème du niveau de vie. Ce n'est pas exact. Si la classe ouvrière et les masses laborieuses avaient été convaincues de la justesse de notre politique et du cours de l'édification socialiste, elles auraient supporté avec patience les difficultés et n'en auraient pas rendu responsables le Parti ni ceux qui le dirigent. Or, les gens ne sont nullement convaincus que notre politique soit juste...

« Dans ses résolutions, la VII^e Réunion plénière (juillet 1956, N.D.L.T.) indiqua, non sans sous-entendus, la ligne politique du Parti. Toutefois, comme on le sait, elle n'a pas créé les conditions pour réaliser cette ligne (souligné dans le texte, N.D.L.T.). Au contraire, elle révéla la source de l'impuissance du Parti : les tendances rétrogrades tendant à rétablir dans nos rangs et en Pologne les méthodes staliniennes de direction et de gestion, à baillonner la démocratie, à exploiter les préjugés nationalistes, à réfréner l'initiative des masses et à violer la légalité. Au cours de la discussion que nous venons d'avoir, certains camarades se sont employés à nier l'existence d'un groupe au sein du Comité central. Prennent-ils vraiment tous les membres du Comité pour des imbéciles? Avons-nous donc oublié ces discours parfaitement orchestrés dont les attaques portaient dans le même sens et que complétaient mutuellement les remarques faites sur différentes personnes? N'avons-nous pas assez apprécié les hommes de ce groupe et leur conduite au moment de la visite inattendue de la délégation du P.C. de l'U.R.S.S., où la tension atteignit son point culminant? C'est alors que l'un après l'autre, ils s'attachèrent à accuser la fédération de Varsovie de menées antisoviétiques et, diable le sait, de quoi encore. C'est le camarade Ruminski qui est le principal témoin à charge. Sûr de la victoire du groupe, soi-disant inexistant, il racontait dans les couloirs de cette salle que l'histoire commençait toujours par de petits groupes et que celui de Natolin s'accroissait. (...) »

« Tout ce que la VII^e Réunion plénière n'a pas su accomplir doit le faire cette VIII^e Réunion. Le parti doit chasser de ses rangs les tendances qui l'entraînent en arrière sur la voie sans issue, celle où la démocratisation est freinée, la liberté de la pensée politique bafouée, où s'exerce la pression administrative et bureaucratique et où les puantes théories nationalistes démoralisent les militants. Le Parti doit avoir une nouvelle direction, unie, consolidée, capable d'agir et qui dira à la classe ouvrière et à la nation la vérité et rien que la vérité; direction qui saura mettre en pratique les résolutions du Comité central et regrouper autour d'elle le Parti tout entier.

« (...) Ce que nous devons accomplir à cette réunion dépasse les changements de personnes. Ces changements s'effectuent en étroite liaison avec la ligne politique retracée par le camarade Wieslaw dans son exposé et que traduisent les projets de résolutions de cette réunion. Je doute que l'unité exprimée ici par les membres du Comité central à l'égard de ces documents politiques, en particulier au sujet de la démocratisation et des relations correctes avec le P.C. de l'U.R.S.S. et l'Union soviétique reflète leur véritable état d'esprit. Il semble que ceux qui ne sont pas d'accord avec les résolutions proposées n'aient même pas le courage de défendre ouvertement leur point de vue. Nous savons ce qu'ils feront : ils se dissimuleront, tout comme

à la VII^e Réunion, derrière les questions de personnes; ce dont je ne doute point c'est qu'ils montrent nettement ce qu'ils sont et quelle cause ils défendent en réalité.

« Les transformations survenues tant dans le mouvement ouvrier mondial que dans les rapports entre les pays socialistes et à l'intérieur de ces pays ont trouvé leur expression la plus tangible dans l'effondrement du système fondé sur le culte de la personnalité. À ce système centraliste qui depuis des années faussait le mouvement ouvrier mondial au préjudice de la cause socialiste, le XX^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. a donné le coup de grâce. Le camarade Togliatti oppose à ce système les nouveaux rapports entre les Partis communistes, qui correspondent à la nouvelle structure du monde et à la nouvelle situation.

« La solution qui probablement correspond le mieux à cette nouvelle situation, dit Togliatti, consiste dans une indépendance totale des différents mouvements et partis communistes, dans les relations bilatérales entre eux, ce qui permettra une entière compréhension et une entière confiance réciproques. C'est une condition indispensable de la collaboration et de l'unité du mouvement communiste ainsi que du mouvement progressiste tout entier de la classe ouvrière. »

« Cette nouvelle situation, exprimée dans la déclaration commune du P.C. de l'U.R.S.S. et de la Ligue communiste de Yougoslavie, est en même temps un exemple des rapports corrects entre les partis.

« En 1948, entrant dans l'orbite du système centraliste du culte de la personnalité, notre Parti fit un tournant dans sa ligne politique. Sous la pression de la politique stalinienne, il abandonna la voie polonaise vers le socialisme, soi-disant contraire à la voie soviétique, et il suivit celle d'une sujétion complète et d'une imitation mécanique des modèles soviétiques dans tous les domaines de la vie.

« Bien que l'industrialisation du pays, préconisée par le Parti ait été justifiée — et nous avons des réalisations indiscutables dans ce domaine — sa méthode, empruntée aux plans quinquennaux soviétiques staliniens, fut erronée. Le plus grand défaut de celle-ci ne consistait pas seulement dans toutes sortes de disproportions, ni dans les fautes graves d'une planification centralisée et bureaucratique, mais surtout dans l'attitude prise à l'égard de la classe ouvrière, attitude contraire à l'esprit du socialisme. La classe ouvrière n'a pas été gestionnaire de ses entreprises, dirigées en son nom par les représentants de l'Etat, un appareil bureaucratique et souvent indifférent aux besoins des masses laborieuses. Ni les besoins des travailleurs, ni leur niveau de vie ne constituaient le point de départ de nos plans économiques, mais, au contraire, représentaient la résultante de ceux-ci, souvent pliés, aux dépens des masses, à des principes rigides, parfois erronés. C'est pourquoi l'accroissement des forces de production s'accompagnait en Pologne de tant d'amertumes et de déceptions de la classe ouvrière.

« Bien que la perspective générale de la transformation de la campagne ait été juste, la politique pratiquée à cet égard par le Parti, calquée sur les modèles soviétiques, fut entachée de

fautes extrêmement graves. Je ne parle pas que de la collectivisation forcée réalisée par différents moyens de contrainte, mais d'une chose beaucoup plus grave qui fut la répétition des erreurs dont les effets se vengent jusqu'à ce jour sur l'agriculture soviétique et notamment : les rapports entre l'Etat et les paysans, faussés, déformés, contraires aux principes de l'alliance ouvrière et paysanne; les contingents obligatoires trop lourds et leur principe même, qui restreignait l'échange des marchandises et s'attaquait au cœur même de l'exploitation paysanne; l'approvisionnement insuffisant de la campagne en moyens d'investissements; la suppression de l'autonomie paysanne dans ses formes multiples. Les conséquences des fautes de notre politique agraire, ce ne sont pas seulement les minces résultats de la production, ce sont surtout les graves préjudices politiques qui se traduisent par la situation présente à la campagne où la ligne de démarcation ne se fait point entre les koulaks et les cultivateurs pauvres, mais entre l'ensemble de la paysannerie et l'appareil bureaucratique, dont la besogne entrave la vie des ruraux. (...)

« La ligne du Parti fut entachée de graves fautes lors du développement politique de la démocratie populaire. L'imitation mécanique des modèles soviétiques aboutit à un système qui ne fut démocratique que dans sa forme, mais qui en fait était une façade, une décoration où le pouvoir du peuple était absent. Ce système, dont notre constitution calquée sur celle, dite stalinienne, de l'U.R.S.S. est un reflet fidèle, ne correspond ni aux formes politiques en présence dans le pays, ni au rôle directeur de la classe ouvrière, ni à une véritable démocratie ouvrière et paysanne...

« Les plus grands préjudices politiques et moraux découlèrent des violations en série de la légalité socialiste, des graves déformations et des délits commis par l'appareil de la sécurité et par l'information militaire ainsi que par l'appareil juridique. Ils résultaient non pas des erreurs fortuites, ni des mauvais caractères, mais avant tout de la ligne politique erronée qui prit pour point de départ des théories staliniennes sur la lutte de classe aiguë, sur les connivences inévitables de toute opposition avec la diversion impérialiste, sur le rôle de diversion de Tito et du Parti communiste de Yougoslavie. Ces conceptions sont entièrement fausses et nuisibles. Effets de la hériovchtchina, conséquences de la pression de l'extérieur, elles découlèrent conformément aux modèles soviétiques d'alors, de la prépotence de l'appareil de la sécurité. Les persécutions des innocents, les méthodes inhumaines de l'instruction judiciaire, les procès montés de toutes pièces et les verdicts à l'avenant, enfin les victimes de ces pratiques criminelles, tous ces faits tragiques révélés après tant de résistances compromirent le crédit moral du Parti et la confiance en ses dirigeants.

« C'est avec mépris et répugnance que l'on regarde certaines personnes présentes dans cette salle qui expriment leur solidarité avec le camarade Wieszlaw sans heurt ni accroc aucuns, eux, les porte-parole et les animateurs trop zélés de la politique qu'il vient de soumettre aujourd'hui à une critique si sévère et avec laquelle le Comité central rompt définitivement. »